

*Affaires courantes*

Il est juste de dire aujourd'hui que plus que jamais peut-être, les peuples et les dirigeants du Commonwealth s'interrogent sur la direction et les objectifs de cette organisation.

Aujourd'hui même, lors d'un déjeuner qui était organisé par le Président et auquel participaient des hauts-commissaires du Commonwealth, des sénateurs et des députés, nous avons entendu le doyen des hauts-commissaires du Commonwealth, le haut-commissaire du Ghana, parler avec éloquence du défi particulier que doivent relever les membres de l'organisation, le défi de la pauvreté écrasante et de l'injustice auquel font face trop d'États membres.

À la dernière conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a été tenue l'automne dernier à Harare, au Zimbabwe, les dirigeants du Commonwealth ont eu une occasion d'indiquer clairement qu'ils s'engageaient sérieusement à faire respecter les principes régissant les droits fondamentaux de la personne.

Un groupe de travail spécial dirigé par Flora MacDonald a déclaré que, dans bien des cas, le bilan des pays du Commonwealth à l'égard du respect des droits de la personne laissait beaucoup à désirer. Ces pays n'ont pas réagi au défi clair qu'a lancé le groupe de travail. Au lieu de cela, la déclaration de clôture de la conférence du Commonwealth tenue à Harare était, selon les termes de Flora MacDonald, remplie de vœux pieux qui ne permettraient pas de lutter contre les abus flagrants qui sont commis dans les pays du Commonwealth.

Soyons clairs lorsque nous traitons des droits de la personne. Il s'agit de droits civils et politiques traditionnels qui ont été brutalement bafoués dans trop de pays membres du Commonwealth. Il s'agit également de droits économiques, sociaux et culturels. C'est sur ce chapitre qu'il reste de grands défis à relever. Le fait est que, tandis que le Canada souscrit à un engagement clair envers la démocratie, la primauté du droit ainsi que la liberté d'expression et d'association, trop souvent, au sein de la Banque mondiale et du FMI, il appuie également des politiques de rajustement structurel qui creusent davantage le fossé entre les riches et les pauvres.

Certes, en tant que Canadiens, nous reconnaissons que des soins de santé décents, un logement et un régime

alimentaire convenable sont des droits aussi fondamentaux et importants que les droits civils et politiques traditionnels.

En effet, comme l'a souligné Frank Scott, un érudit canadien très distingué: «La démocratie s'apparente mal à une structure politique malade.» Il est essentiel que notre gouvernement joue un rôle de leader au sein du Commonwealth, afin de lui donner un peu de sérieux lorsqu'il est question de droits de la personne et qu'il se dote d'un mécanisme de mise en oeuvre.

Nous devons aussi reconnaître, notamment en cette année de la Conférence internationale sur l'environnement à Rio de Janeiro en juin, que les droits de la personne doivent inclure le droit à un environnement durable et sain.

Je reviens d'un certain nombre de pays du Commonwealth, notamment du Sri Lanka, de l'Inde et de la Malaisie, et j'ai le regret de devoir dire que, dans chacun de ces pays, de graves abus des droits de la personne continuent.

En Malaisie, par exemple, il y a des lois très répressives sur la sécurité. En ce qui concerne l'environnement, nous savons aussi que la forêt humide du Sarawak est dévastée et que la survie de peuples autochtones, notamment des Penans, est menacée.

Je pense qu'il est temps de reconnaître ce que le Commonwealth a fait par le passé, mais aussi de se rendre compte que c'est une institution de plus en plus inutile. À moins qu'elle ne trouve son orientation et qu'elle ne relève le défi qui se pose en ce qui concerne les droits de la personne au sens le plus large, elle continuera de n'être qu'un club d'anciennes colonies. Et ça, c'est inacceptable.

Je dirais en terminant que le Canada sera l'hôte des Jeux du Commonwealth en 1994, dans la circonscription de mon collègue de Victoria. J'espère que d'ici là le Canada aura réalisé que notre participation la plus importante au Commonwealth pourrait être la réaffirmation des principes de démocratie, de paix, de primauté du droit, de respect véritable des droits de la personne et de l'égalité, et d'environnement sain. Voilà les valeurs qui devraient guider le Commonwealth pour qu'il ne s'évanouisse pas dans l'inutilité.